

Des augmentations de
salaire au rabais :
Renault prolonge les
soldes d'hiver

l'étincelle*

Plus mon salaire baisse,
plus je suis riche :
Qui suis-je ?
(une seule ghosn réponse)

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mercredi 28 février 2018

Xénophobie : sur les traces de Le Pen et de Trump

Le discours hypocrite de Macron, mercredi 21 février, faisant la morale pour demander une trêve en Syrie, tombait le jour même où son ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, présentait son nouveau projet de loi pour fermer davantage la porte aux migrants, et accentuer ici la chasse aux immigrés.

Conseil de sécurité... des riches contre les pauvres

Il a fallu des jours, alors que les bombes du régime syrien faisaient des centaines de morts à la Ghouta, banlieue de Damas, avant que les palabres à l'ONU aboutissent à un appel à la trêve. Une trêve qui aura duré à peine 3 h !

Pourquoi tant de tergiversations ? Parce que les grandes puissances, celles qui ont droit de veto sur toute décision de l'ONU, sont complices du massacre. La Russie soutient le dictateur Assad. Mais les États-Unis ou la France, qui le condamnent, mènent depuis des années leurs propres guerres dans la région pour le contrôle du pétrole, et sont alliés au dictateur turc Erdogan que Macron a reçu récemment à Paris. Cet Erdogan qui massacre la population kurde.

Ces guerres, dont des images défilent tous les jours à la télé, ont jeté hors de chez eux des hommes, femmes et enfants qui s'entassent par millions dans des camps, dans les pays voisins. Il y a plus de 3 millions de réfugiés syriens en Turquie, 1,3 million au Liban, petit pays qui compte dix fois moins d'habitants que la France, 600 000 en Jordanie...

Mais à ceux qui tentent de gagner des pays plus riches, comme aux travailleurs africains qui fuient eux aussi des guerres, des dictatures et la misère, l'Europe ferme ses frontières, les laissant mourir en Méditerranée ou dans les cols des Alpes. La France des Sarkozy, Hollande et maintenant Macron, en tête.

Le ministre de la chasse aux migrants

Car la France a beau être déjà le pays d'Europe le

plus mesquin en matière d'accueil, le ministre de l'Intérieur veut encore renforcer les lois contre l'immigration. Son projet entend réduire les délais dont les réfugiés disposent pour faire une demande d'asile ou un recours en cas de refus, les empêchant de faire valoir leurs droits. Par contre, il compte prolonger de 45 à 135 jours la durée maximale de maintien en centre de rétention d'immigrés sans papiers que le gouvernement ne peut pas expulser. Passer en douce la frontière deviendrait un crime passible d'un an d'emprisonnement et 3 750 € d'amende. Quant aux travailleurs immigrés sans papiers, que les patrons, notamment dans le bâtiment, exploitent sans merci à des travaux durs et mal payés, ils seraient passibles de cinq ans d'emprisonnement et 75 000 € d'amende pour travailler avec des papiers qui ne sont pas les leurs, ce qui est toléré à ce jour dans la mesure où les patrons eux-mêmes les y incitent.

Vive la liberté... de circulation

Ce projet suscite l'opposition dans les rangs même de la majorité macroniste, jusqu'au Conseil d'État qui dit ne pas en voir la raison tant les lois précédentes suffiraient.

Pour se justifier, Collomb prétend qu'il ne ferait que suivre l'opinion publique. L'opinion des partisans de Le Pen et Wauquiez ? Mais l'opinion publique, ce sont aussi ces habitants des Alpes qui bravent la loi pour porter secours aux migrants. Ce sont ceux de Calais, de Caen ou d'Ouistreham qui manifestent contre la destruction des refuges et les expulsions.

C'est avec le meilleur de l'opinion publique que nous serons nombreux à manifester samedi 17 mars prochain, contre le racisme et pour la liberté totale de circulation et d'installation.

Pas d'année record pour les salaires

La direction a sonné la fin des négociations salariales (NAO) : ce sera 2,4 % d'augmentation en 2018, dont 1 % d'AGS (Augmentation Générale des Salaires) pour les APR et les ETAM. Les AGS font leur retour chez les ETAM, mais toujours pas chez les Cadres. On est loin du compte, surtout vu les résultats financiers record de 2017. Les quelques centaines de salariés de Renault Lardy, Guyancourt, Le Mans, Cléon ou encore Sandouville, ont eu raison de débrayer pour marquer leur mécontentement. C'est plus efficace que de râler devant la machine à café.

Inversement proportionnel

Alors que les bénéfices de Renault explosent de +47 %, la prime d'intéressement aux résultats financiers diminue. Et les salariés les moins bien payés (APR et ETAM) perdent le plus : -24 % pour un ouvrier contre -6 % pour un cadre 3C ! En cause : la suppression du bonus de 1000 €. Le maintenir pour les 30000 salariés environ de Renault sans coûterait seulement 30 millions d'euros. Mesquin !

Deux primes à bord

Pour faire passer la pilule de la baisse de l'intéressement, la direction a annoncé le même jour (au lieu de plusieurs semaines après comme les années précédentes) la hausse de la prime de performance établissement. De prime abord, la manœuvre aurait pu faire illusion. Sauf que la hausse de l'une ne comble pas la baisse de l'autre.

Ils ont l'actionnaire heureux

Sur les 5,2 milliards de bénéfices réalisés par Renault en 2017, un milliard partira en dividendes (+12,7 % par rapport à l'an dernier). Ghosn possède 537 920 actions Renault. Il touchera donc 1,9 millions d'euros de dividendes... en plus de tout le reste.

Déclic et des claques

Un Nouveau Déclic est en cours de déploiement. Développé selon la méthode Agile et déployé, sans prévenir et sans tutoriel, sur les postes ACE2 et ACE1, il accumule les bugs : disparition des boîtes personnelles et des liens usuels, lenteur d'exécution... Son point positif : un lien vers l'ancien Déclic en bas à gauche.

La revanche de parking Kong

Face à la saturation des parkings, la direction a préféré s'en prendre aux voitures ventouses, qui stationneraient trop longtemps au Technocentre, plutôt que d'augmenter les places de stationnement. Résultat : quelques PV et une trentaine de voitures à la fourrière. Ce n'est pas pour ça qu'on se gare plus facilement.

Le roi soleil et son ombre

Le successeur de Ghosn à la tête de Renault s'avère donc être... Carlos Ghosn lui-même ! L'hyper PDG a juste consenti à nommer un n°2 – le poste n'était plus pourvu depuis le départ de Carlos Tavarès en 2013 – en l'occurrence, Thierry Bolloré, qui avec son « calme », son caractère « pondéré » et son sens de « l'écoute », risque de ne pas lui faire trop d'ombre.

Com' convenue

Selon le communiqué officiel de Renault, Stefan Mueller, l'ex-Directeur délégué à la performance, aurait quitté « ses fonctions pour raisons de santé ». Aucun rapport bien sûr avec le fait qu'il ait perdu la compétition pour le poste de numéro 2 de Renault.

Son ami, c'est la finance !

Au sein du conseil d'administration de Renault, l'ex-PDG de Total Thierry Desmarest et le milliardaire Marc Ladreit de Lacharrière cèdent leur place à Thierry Derez, PDG du groupe d'assurance Covéa (MAAF, MMA, GMF), et à Pierre Fleuriot, Directeur Général du Crédit Suisse. Les deux administrateurs « indépendants », qualifiés d'« experts de la finance » par Les Echos, seront surtout indépendants des intérêts des salariés et de la population.

Boulogne vaut bien une baisse

Pour que sa rémunération soit approuvée lors de l'assemblée des actionnaires de juin 2018, Ghosn aurait accepté qu'elle soit réduite de 30 %. La baisse serait plutôt de 22 % selon Capital. Ghosn ne toucherait « plus que » 5,5 millions d'euros contre 7 en 2017. Pour survivre, il lui reste son salaire de Nissan (8,7 millions d'euros l'an dernier) et de Mitsubishi (tenu secret). Encore le coup de la baisse !

Ghosnimenteur

Il y a quelques semaines devant une commission parlementaire, Carlos Ghosn reconnaissait que la dette de Renault envers ses fournisseurs s'élevait à 9,5 milliards d'euros fin 2016. Et de promettre, les yeux dans les yeux, qu'il avait fait de la réduction de cette dette, une priorité personnelle. Renault vient de publier ses comptes 2017 : la dette fournisseurs est passée à 9,9 milliards. Les fournisseurs sont passés encore une fois après la marge opérationnelle.

L'esprit Renault

Pour les 120 ans de Renault, l'usine de Flins inaugure un « Garage Renault » où est exposé le patrimoine automobile de la marque. L'initiative aurait pu attirer les passionnés, mais son accès est strictement réservé au personnel Renault. Les visiteurs extérieurs sont interdits, même la famille des salariés Renault, qui doivent en plus payer 10 € l'entrée. C'est pour être sûr que personne ne vienne ?